

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 22/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPREMA
ZI Les Manteaux
89330 Saint-Julien-du-Sault

Références : 240504
Code AIOT : 0005401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement SOPREMA implanté ZI Les Manteaux 89330 Saint-Julien-du-Sault.

L'inspection s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et dans le cadre de l'action nationale PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA
- ZI Les Manteaux 89330 Saint-Julien-du-Sault
- Code AIOT : 0005401244 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de panneaux d'isolation à base de mousse de polyuréthane. Il est classé Seveso seuil haut.

Attributs de l'inspection :

Actions nationales 2024 (AN24 PFAS)

Risques chroniques (Air, IED-MTD)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Equipement sous pression
- PFAS
- COV
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Classement au titre de la directive 2010/75/UE, émissions industrielles	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 1.2.1	Demande d'action corrective	6 Mois
6	Suites des dernières inspections	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 3.2.6 et 9.2.3	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	
3	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
5	Equipements sous Pression	AP de Mise en Demeure du 27/04/2024, article 1	Levée de mise en demeure
7	Suites des dernières inspections	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article chapitre 8.3	
8	Suites des dernières inspections	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Dans le cadre de l'action nationale PFAS, l'exploitant a confirmé l'absence de rejet aqueux (direct ou indirect). Un seul produit contenant des PFAS a été identifié (il n'est utilisé que deux jours par an). Le suivi des équipements sous pression est désormais conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 : le tableau de synthèse des équipements pourra toutefois être complété avec les dates exactes des inspections périodiques et contrôles périodiques. En terme d'émissions de COV, l'exploitant a prévu de modifier le process sur les lignes 1 et 5 : des gains importants en terme d'émissions sont attendus : ils devront être confirmés dans le cadre du bilan annuel COV 2024 en particulier au travers du Schéma de Maîtrise des Emissions. La visite d'inspection a également permis de confirmer le classement du site au regard de la Directive IED sur le BREF WGC (systèmes communs de traitement/gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique) au titre de la rubrique 3410-h.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le processus de fabrication des panneaux en polyuréthane rigide de cette installation est en particulier classé au titre de la rubrique suivante : 2660 (Fabrication industrielle ou régénération de polymères), sous le régime de l'autorisation. A ce titre, l'établissement est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées. A partir de la liste des 20 substances présentes au 2° et de celles détaillées au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a établi le 17 avril 2024 une liste caractérisant l'absence de ces PFAS spécifiques dans son ICPE. Il a toutefois établi l'utilisation très ponctuelle (2 jours par an) au sein de son établissement du Trans-4-(Trifluorométhyl)perfluoro-2-pentène (agent gonflant : FA 188 Foam Additive) (n° CAS : 3709-71-5) (utilisation lors d'essais et pour des formulations spécifiques).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant précise que le process industriel utilise de l'eau en tant que matière première mais qu'il n'a aucun rejet d'eaux de procédé, ni d'eaux de lavage (aucun rejet aqueux direct ou indirect). La visite d'inspection sur site a permis de confirmer l'absence de rejet d'eau de procédé. Néanmoins, une campagne de prélèvement et d'analyse des PFAS a été réalisée du 02 novembre à 11 h 22 au 03 novembre à 11 h 22 sur un point de rejet d'eaux pluviales non souillées. Il s'agit du point de rejet EP4 (eaux pluviales de toiture et de voiries, infiltration dans le bassin tampon après passage dans un déshuileur). Le rapport ENTIME du 1 ^{er} février 2024 a été transmis par mail à l'inspection des installations classées le 1 ^{er} mars 2024. Les paramètres obligatoires (20 PFAS + Organo Fluorés Adsorbables (AOF)) ont fait l'objet d'analyses. Les 8 autres paramètres complémentaires n'ont pas fait l'objet d'analyses.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats de cette campagne d'analyses ont été transmis par mail à l'inspection des installations classées le 1 ^{er} mars 2024. L'exploitant n'étant réglementairement pas tenu de réaliser des analyses compte tenu de l'absence de rejet d'eau de procédé, la transmission sous GIDAF n'est ainsi pas obligatoire.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Classement au titre de la directive 2010/75/UE, émissions industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques - Situation administrative au titre de la directive IED
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : <p>Les activités du site semblant relever de la directive IED, l'inspection des installations classées a sollicité par mail du 14 septembre 2022 des éléments justificatifs complémentaires afin de statuer sur le classement IED du site. Ainsi, l'exploitant a envoyé le 21 novembre 2022 par courrier un dossier :</p> <ul style="list-style-type: none">- précisant les enjeux du site en termes d'émission de COV (quantités émises sous forme diffuse et canalisée) ;- détaillant des éléments de comparaison entre le procédé employé sur le site de Saint-Julien-du-Sault et les procédés employés sur d'autres sites français voire européens (classés ou non hors champ de la directive IED). <p>Ces éléments complètent un précédent courrier adressé à la Direction Générale de la Prévention des Risques du 11 avril 2022.</p> <p>Ces différents éléments ont été instruits par l'inspection des installations classées, qui constate qu'en France, les installations similaires (en fonctionnement ou en construction) de fabrication de panneaux rigides en polyuréthane sont classées au titre de la rubrique 3410.h de la nomenclature à savoir : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : - h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose).</p> <p>Par ailleurs, la note d'interprétation de la Direction Générale de la Prévention des Risques (IR_2021.1_3410_2660) relative au classement IED de la production de polyuréthane indique que « Dès lors que l'on fait réagir des diisocyanates avec des polyols pour obtenir du polyuréthane, le critère de fabrication par transformation chimique est rempli ... Ce type de production doit donc être classé dans la rubrique IED 3410-h ».</p> <p>Ce document précise également que « Pour les activités IED, le BREF applicable à cette production est le BREF POL. Ce BREF ne traite pas la production de polyuréthane dans un chapitre spécifique, mais cette production relève quand même de son champ d'application général. »</p> <p>Conformément à l'article 6 bis de l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : <i>"La publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC) déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 I du code de l'environnement pour les établissements mentionnés à l'article R.515-58 du même code dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF principal sont celles pour : la fabrication de polymère (POL)."</i></p> <p>Ainsi, l'installation de Saint-Julien-du-Sault nécessite également d'être classée au titre de la rubrique activité « IED » 3410-h et doit engager la procédure de réexamen déclenchée par la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WGC parues au journal officiel de la Commission Européenne le 12 décembre 2022.</p> <p>Des guides d'application de la Directive IED ont été rédigés par le Ministère de la Transition Écologique. Ils sont disponibles sur le site AIDA de l'Ineris à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/guides/ied. Les documents de référence (BREF) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont également disponibles sur le site AIDA de l'Ineris à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/guides/documents-bref/documents-bref-conclusions-mtd en particulier les MTD WGC Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (janvier 2023) seront à prendre en compte.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant définira le « périmètre IED » du site à classer dans la rubrique 3410-h, c'est à dire le périmètre d'application

de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive (article R. 515-58) et adressera en conséquence au préfet un dossier de réexamen (articles R515-70 à R515-73 du code de l'environnement), accompagné du rapport de base prévu à l'article L 515-30 du code de l'Environnement décrivant l'état du site lors du premier réexamen.

Suite à l'instruction de ce dossier, les prescriptions applicables à l'installation seront réexaminées et si nécessaire adaptées aux nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Les valeurs limites d'émission ne devront pas excéder les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles décrites dans ces conclusions. La mise en conformité des installations devra être réalisée dans un délai de 4 ans suivant la date de parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois

N° 5 : Equipements sous Pression

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels - Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-360 du 22 août 2023 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La société SOPREMA, dont le siège social est situé 15 rue de Saint-Nazaire, 67100 STRASBOURG, est mise en demeure de régulariser la situation de son établissement situé à SAINT-JULIEN-DU-SAULT, zone industrielle Les Manteaux, au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.</p> <p>A cette fin, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour remettre les équipements sous pression en conformité avec les exigences réglementaires qui leur sont opposables, en établissant une liste à jour de tous les équipements sous pression du site et en faisant procéder à une inspection périodique ou une requalification périodique des équipements qui le nécessitent, avant le 25 juillet 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel : constat du 15 janvier 2024</p> <p>Un contrat a été passé avec Bureau Veritas pour le suivi des ESP du site. L'exploitant a fiabilisé sa liste des ESP pour arriver à 26 ESP (en enlevant 20 équipements soit hors statut ESP par déqualification avec une soupape à 4 bar soit réformés - c'est-à-dire présents dans la liste mais plus sur site). Pour les 12 équipements à déclasser, l'exploitant a présenté sa demande à Bureau Veritas pour l'acter administrativement, la commande est passée, l'exploitant est en attente de la date d'intervention. 17 sont à jour de leurs inspections périodiques (IP) ou requalifications périodiques (RP). Il reste 9 ESP en retard : 6 IP et 3 RP.</p> <p>Sur ces 9 ESP non-conformes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 5 concernent les groupes froid Industrial Frigo ou DAIKIN. Ces ESP ne possèdent pas de dossier d'exploitation (ces DESP n'étaient pas obligatoires à l'époque selon l'exploitant), nécessaire pour effectuer l'IP. Il est nécessaire de démonter les groupes froid par un auditeur spécialisé selon l'exploitant. L'exploitant a présenté les devis présentés des groupes Industrial Frigo.• les 4 derniers (3 accumulateurs et 1 ballon tampon à eau froide VAREM) n'ont pas non plus de dossier ESP, qui a dû se perdre du fait des changements de responsable maintenance, selon l'exploitant. 4 demandes de devis ont été effectuées à 2 prestataires, celle au prestataire Villebenoit par mail a été présentée par échantillonnage. L'exploitant est en attente de la réponse. L'inspection a constaté la présence des ESP suivants par échantillonnage : Accumulateur 584/1 sur la ligne 1 (remplacé), groupe froids Industrial Frigo 31396, 37325 et 46242 (à requalifier). L'état physique de ces ESP n'appelle pas de remarques de l'inspection. <p>Au vu de la complexité de la mise à jour de certains ESP, non envisagée lors de la proposition d'APMD, l'Inspection propose de proroger de 6 mois après la date d'inspection, le délai de l'APMD, soit au 15 juillet 2024.</p> <p>Constat du 16 juillet 2024 :</p> <p>Les 48 équipements sous pressions suivant l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 se répartissent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• 27 équipements sous pressions supérieurs à 4 bars ;• 10 équipements sous pression non soumis car inférieurs à 4 bars (8 équipements déclassés et 2 équipements d'origine à 4 bars) ;• 11 équipements réformés. <p>Concernant les 11 équipements réformés, par sondage, l'inspection des installations classées a pu prendre connaissance du certificat de destruction par perçage de l'entreprise Villebenoit Hydraulique concernant le corps d'accumulateur de la</p>

marque Fox n° 673 en date du 18 décembre 2023.

Concernant les 27 équipements sous pressions supérieurs à 4 bars dont les 9 ESP non-conformes lors de l'inspection précédente du 15 janvier 2024 :

- les 5 groupes froids Industrial Frigo ou DAIKIN ont fait l'objet d'une inspection périodique ;
- les 4 accumulateurs (à savoir n° 5633076 de la marque HYDAC, n° 54637969 de la marque Parker, n° 573259 de la marque HYDAC et 17A1378/2 de la marque DICEEP) ont tous les quatre fait l'objet d'une inspection périodique en date du 06 mars 2024.

Le suivi du planning des inspections et requalifications périodiques est maintenant assuré via le logiciel easyp de Veritas. Le tableau de synthèse envoyé au service de l'inspection gagnerait toutefois à être complété des dates exactes à la place de la mention des années civiles avec les éléments suivants : date de mise en service, date de la dernière requalification périodique, date de la prochaine requalification périodique, date de la dernière inspection périodique et date de la prochaine inspection périodique pour permettre une vérification plus juste du respect des périodicités.

Il est donc proposé la levée des deux arrêtés de mise en demeure à savoir :


- l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2023-360 du 22 août 2023,
- l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2024-0141 du 27 mars 2024.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite


Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Suites des dernières inspections

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 3.2.6 et 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques - Schéma de maîtrise des émissions
Prescription contrôlée : Les rejets de Composés Organiques Volatils (COV) font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions, qui garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies aux articles 27 et 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 consolidé. L'exploitant calcule annuellement son Émission Annuelle Cible (EAC) sur la base de la formule suivante : [...] L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : COVNM – Plan de gestion des solvants annuel.
Constats : La lettre de suite du 19 février 2024 demandait à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de revoir l'étude COV - Bilan 2022 en prenant en compte les données de la matrice d'émission sur la ligne 5 pour calculer une nouvelle émission totale 2022 ;• de revoir les hypothèses de calcul de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral ;• d'utiliser cette méthode de mesure (matrice d'émission) sur les autres émissaires pour mettre à jour les abaques sur les autres lignes et les utiliser sur le bilan COV 2023. <u>Constats : 16 juillet 2024 :</u> L'exploitant précise que des évolutions des lignes 1 et 5 sont prévues pour réduire les émissions de COV. Il s'agit en particulier sur la ligne 5 de réduire les usinages d'encastrement et de réduire de 3 mm l'épaisseur du trait de scie, ce qui devrait respectivement engendrer une réduction de 28 % et de 40 % des émissions de COV. Concernant la ligne 1, la réduction sera de 5 mm (pour passer de 1 235 mm à 1 230 mm), de même une réduction des usinages d'encastrement est également prévue ce qui devrait engendrer respectivement une baisse de 14 % et de 28 % des émissions de COV. Au vu de l'évolution au cours de l'été et en septembre 2024 du fonctionnement de l'installation, les contrôles atmosphériques seront annuels et seront effectués au dernier trimestre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera réaliser par un laboratoire agréé au titre de l'arrêté du 13 juin 2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère les contrôles atmosphériques annuels. Il mettra également à jour la matrice des émissions sur chacune des trois lignes 1, 2 et 5. Il s'assurera de la représentativité des mesures (épaisseurs représentatives de la diversité des gammes de produits lors des essais en fonction des différentes largeurs produites). Il fournira son étude annuelle COV 2024 en prenant en compte les résultats de la matrice des émissions sur chacune des trois lignes pour conclure sur la conformité réglementaire de ses émissions (Emissions Totales (ET) < Emission Annuelle Cible (EAC)).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 7 : Suites des dernières inspections

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article chapitre 8.3
Thème(s) : Risques accidentels - Silos (poussières)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La sécurité et l'accessibilité des silos de stockage destinés à recueillir les poussières de polyuréthane est renforcée par :</p> <ul style="list-style-type: none">• la mise en place de détecteurs CO en haut du silo et dans les locaux situés sous le silo,• la mise en place de capteurs de température à proximité des éléments mécaniques,• l'aménagement d'une plate-forme autour de la trappe d'accès pour sécuriser les interventions,• l'aménagement d'une seconde trappe d'accès sur le silo, pour en faciliter la vidange. <p>Dans les six mois suivant la signature du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet deux études technique portant respectivement sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• la faisabilité d'un inertage (azote, CO₂...) du silo, en cas de départ d'incendie,• la faisabilité technico-économique visant l'installation d'évents refermables,• la faisabilité de mise en place d'un broyeur spécifique aux « papiers parements » pour réduire les dimensions des bandelettes de papiers récupérées dans les silos.
<p>Constats :</p> <p><u>Lettre de suite du 14 janvier 2022</u> : NC1 : Les solutions que l'exploitant prévoit de mettre en place pour l'extinction du silo et pour la détection de poussières du silo n'ont pas été mises en œuvre mais ont été validées pour le budget 2022. La mise en place de ces solutions sera vérifiée lors de la prochaine inspection.</p> <p><u>Rappel 2023</u> : [...] L'inspection a constaté la mise en place d'un système d'extinction par mousse sur 2 silos. Le système est pour l'instant à déclenchement manuel (qui est opérationnel selon l'exploitant). Il n'est pas encore relié à la centrale d'alarme au poste de garde. Quand ce sera fait, l'exploitant le fera passer en mode automatique. Ce mode manuel vise à éviter une mise en œuvre de la mousse sans que l'exploitant en soit informé en absence (provisoire) de relais au poste de garde. Observations : Il convient que l'exploitant informe l'inspection de l'opérationnalité de l'extinction automatique.</p> <p><u>Rappel constats : 15 janvier 2024</u> :</p> <p>L'exploitant indique avoir décidé de rester en manuel en joutant un report au poste de garde et un renvoi sur le téléphone du cadre d'astreinte. Le but est d'éviter des déclenchements intempestifs qui se traduisent par des arrêts. Ce dispositif devrait être opérationnel à la fin du S1 2024.</p> <p><u>Constats : 16 juillet 2024</u> :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de poste de garde H24 mais un gardiennage sur les jours fériés et une astreinte tous les jours. Le report de l'alarme est effectif depuis mai 2024 et se caractérise par le déclenchement d'une cascade d'appels à destination du chef d'équipe, du cadre d'astreinte et du directeur d'usine.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Suites des dernières inspections

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Risques accidentels - Audits et revues de direction
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : <u>Lettre de suite du 14 janvier 2022 :</u> Aucun audit n'a été fait fin 2023 ni sur les premières semaines de 2024. Le planning 2024 les prévoit pour les process maintenance et HSE (soit 2 des 7 Process ISO du site). Il convient que l'exploitant informe l'Inspection de la réalisation de ces 2 audits. <u>Rappel constats : 13 juillet 2023 :</u> [...] Le service HSE procède à des audits internes du système de management intégré QSE. Ils sont organisés par processus. Une revue de direction du SGS est organisée annuellement et fait l'objet de compte-rendu et d'un plan d'action. La revue de direction du SGS pour l'année 2022 a été réalisée en mars 2023. Non-conformité : Aucun audit interne n'a été réalisé en 2022 ni au premier semestre 2023 contrairement au programme d'audit initialement arrêté pour 2022 et 2023. <u>Réponse : janvier 2024 :</u> Des audits internes seront réalisés sur le premier trimestre de 2024 pour les processus HSE et maintenance, en lien avec la planification sur 3 ans en lien avec la certification ISO Intégrée - 2024-2026. <u>Rappel constats : 15 janvier 2024 :</u> Aucun audit n'a été fait fin 2023 ni sur les premières semaines de 2024. Le planning 2024 les prévoit pour les process maintenance et HSE (soit 2 des 7 Process ISO du site). <u>Constats : 16 juillet 2024 :</u> L'audit interne QSE « Maintenance - Travaux - Services généraux » a été réalisé les 02 et 03 juillet 2024 tandis que l'audit interne QSE « prévention HSE » a été réalisé le 26 juin 2024. Les deux rapports d'audit ont été fournis aux services de l'inspection. Concernant l'audit QSE « Maintenance - Travaux - Services généraux », il indique 0 non conformité mineure et 14 observations, qui comportent chacune une action à mettre en place avec en synthèse les points d'amélioration suivants : vigilance sur le rangement de l'atelier et des magasins et ses abords et renforcement des supports documentaires pour la consignation. Concernant l'audit QSE « prévention HSE », il indique 2 non conformités mineures (« L'accueil sécurité de M ^{me} MESNEL Séverine, en formation dépotage citerne n'a pas été retrouvé », l'action corrective proposée est « dossier à refaire » et « Lors du déclenchement de l'alarme sonore suite à une détection de pentane dans la rétention qui est audible aussi dans le bureau de la logistique, il y a un report sur les différents voyants de couleurs présents sur l'équipement dans ce bureau (Photo 12) ne sont pas connus du personnel logistique qui est censé alerter les services concernés », l'action corrective proposée est la suivante : envisager une information/formation et une procédure qui serait affichée à proximité sur le mur). Il est également indiqué 16 observations, qui comportent chacune une action à mettre en place avec en synthèse les points d'amélioration suivants : amélioration et enregistrement à faire sur certains imprimés et améliorations à prévoir pour l'activité dépotage pentane : tuyau rangement, connaissance des voyants d'alerte pour la logistique. En complément, l'exploitant présente son programme et planning prévisionnel des audits internes QSE pour la période 2024 - 2026 : les processus suivants comportent bien un audit interne annuel prévisionnel : pour chacune des trois années : 2024, 2025 et 2026 :- Appro M.P - Ordonnancement - Fabrication Lignes 1+2+5 - Fabrication Toiture + Collage - Maintenance-Travaux neufs - Métrologie - Contrôle - Laboratoire - HSE. Les deux processus suivants ne comporteront pas d'audit prévisionnel pour l'année 2024 : (Conception - R&D) et (Logistique - Cellule XPO-ADV).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres: préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux ...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Classement au titre de la directive 2010/75/UE, émissions industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 1.2.1

Information confidentielle :

Lors de la visite d'inspection du site, la réaction chimique de mélange des diisocyanates avec des polyols permettant le gonflage du pentane a pu être observée au début du processus.